



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Appui du PAM pour le renforcement de la protection sociale à travers le monde

Points forts des contributions du PAM à la protection sociale dans la "Nouvelle Normalité"

Février 2021

Richard

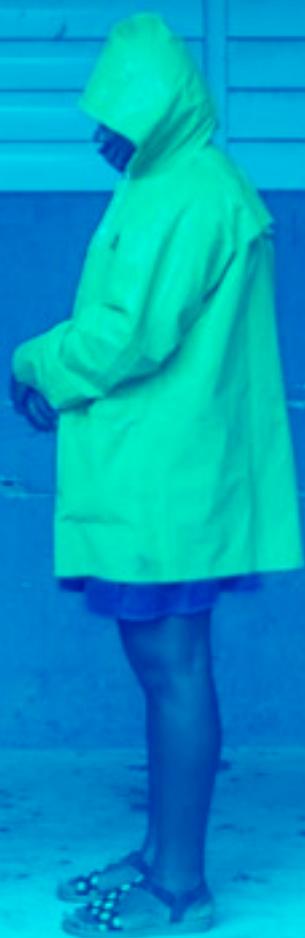


Table des matières

Introduction	4
--------------------	---

La contribution du PAM à la protection sociale en 2020.....	6
---	---



Renforcer les systèmes de protection sociale en contexte fragile	11
Une nouvelle politique de protection et de promotion sociales pour orienter les programmes d'assistance en Haïti.....	12
Mise en place d'un programme national de protection sociale en Somalie	14



Une protection sociale inclusive qui ne laisse personne de côté	17
Étendre la protection sociale aux migrants vénézuéliens et à d'autres groupes touchés en Colombie.....	18
Améliorer la couverture en renforçant la complémentarité au Kenya	20



Une protection sociale réactive aux chocs	22
Une intervention de protection sociale coordonnée à Madagascar	24
Équiper la Mauritanie des systèmes et des outils nécessaires pour lutter contre la pandémie de COVID-19.....	26



Renforcer l'impact de la protection sociale sur la sécurité alimentaire et la nutrition	31
Préserver la sécurité alimentaire et la nutrition en temps de crise en République dominicaine	34
Utiliser la chaîne de blocs pour améliorer le suivi et la promotion des régimes alimentaires nutritifs au Bangladesh	38



Services de conseils et solutions numériques.....	40
Moderniser les systèmes de prestation de services en Jordanie afin d'atteindre de nouveaux bénéficiaires au moyen des technologies digitales.....	42
Déployer les outils numériques du PAM au service du secteur de l'assistance sociale publique aux Philippines.....	44

Perspectives à l'horizon 2030	46
-------------------------------------	----

Acronymes	48
-----------------	----

Photographies	48
---------------------	----

Introduction

Le présent rapport revient sur les interventions du PAM dans le domaine de la protection sociale après une année inconcevablement difficile et mouvementée. Début 2020, la prévalence de la faim chronique ou aiguë suivait depuis plusieurs années déjà une courbe ascendante principalement attribuable aux conflits, aux changements climatiques brusques et aux périodes de ralentissement économique. Associées à cette combinaison de facteurs toxique, l'arrivée de la COVID-19 et les conséquences socioéconomiques de la pandémie ont directement exposé plus de 270 millions de personnes à la menace d'une faim aiguë. La malnutrition chronique, qui touchait près de 690 millions de personnes avant la pandémie, a également menacé 83 à 132 millions d'individus supplémentaires. À présent que la crise de la COVID-19 se

prolonge, il devient de plus en plus difficile de distinguer les besoins alimentaires créés par la pandémie de la façon dont elle entraîne l'aggravation et l'accumulation de facteurs responsables de la faim déjà présents.

Les gouvernements du monde entier ont rapidement réagi afin d'atténuer l'incidence socioéconomique de la pandémie et de protéger les segments les plus vulnérables de leur population.

Les États ont élargi leurs programmes de protection sociale, augmenté la couverture et le montant des aides fournies, suspendu l'application de certaines conditions et adopté de nouvelles mesures visant à satisfaire les besoins des groupes de population non inclus dans les systèmes de protection sociale existants. En décembre 2020, 215 pays et territoires



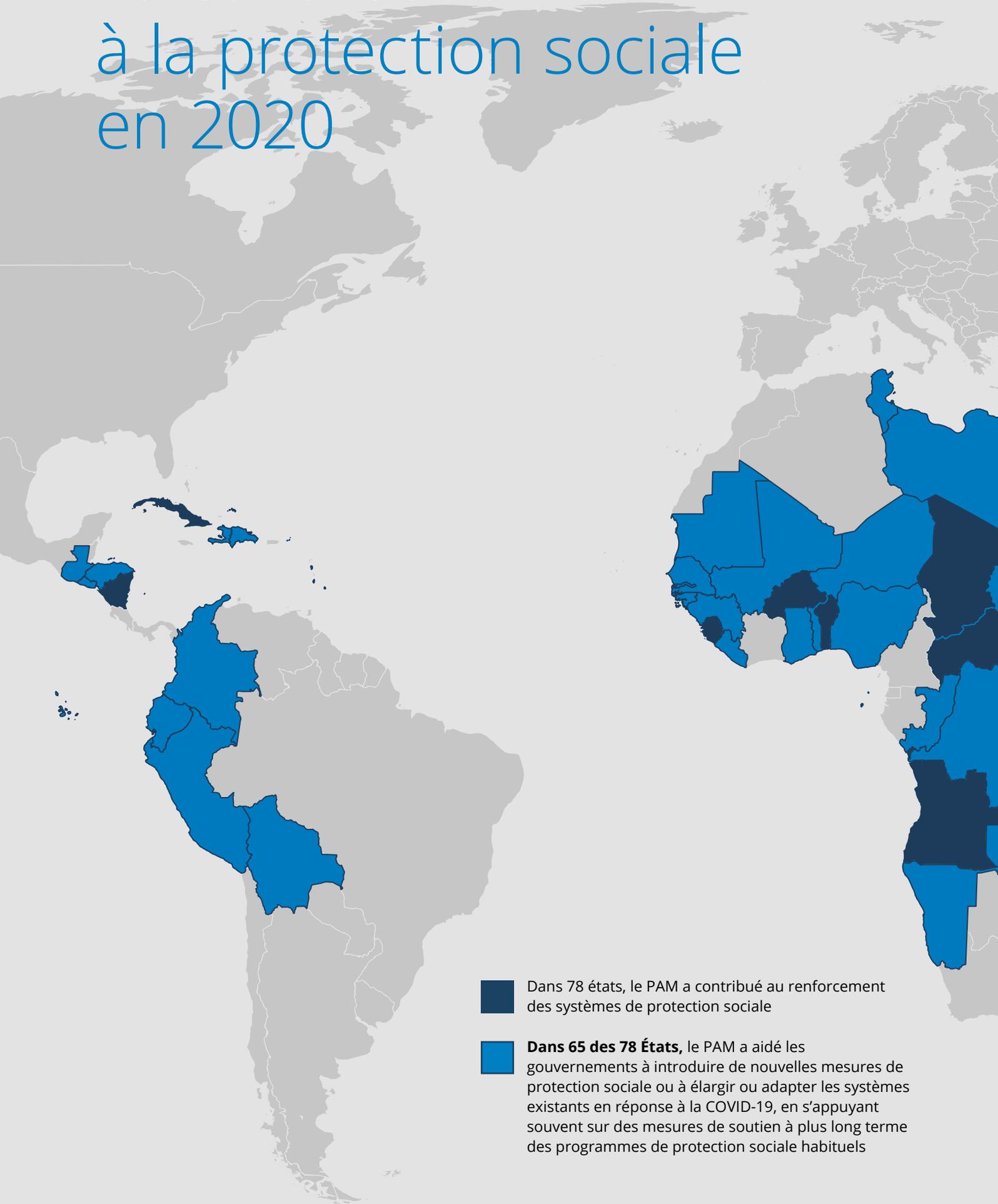
avaient mis en place environ 1 414 mesures destinées à amortir le choc de la pandémie. La majorité de ces mesures consistaient en l'apport d'une assistance sociale, par exemple sous la forme d'aides en nature ou de transferts d'espèces.

Malgré la prise de responsabilité des gouvernements et d'importants efforts de collaboration au sein de la communauté internationale, il est évident que les systèmes de protection sociale de la plupart des pays n'étaient pas prêts à affronter la crise de la COVID-19. Face à une catastrophe d'ampleur sans précédent pour la plus grande partie d'entre nous, même les pays dotés des systèmes de protection sociale les plus sophistiqués et les mieux financés n'ont pas été en mesure de répondre à tous les besoins. Pour les pays disposant de systèmes moins avancés ou de ressources plus limitées, relever le défi de la pandémie a été encore plus difficile.

Le fait que les États se soient appuyés sur leurs systèmes nationaux afin de mener des interventions d'une échelle inédite a également placé la protection sociale en première ligne du travail du PAM. Si le PAM a pu fournir un soutien immédiat aux interventions de protection sociale des gouvernements dans ce contexte unique, c'est parce qu'il collabore de longue date avec des acteurs nationaux. Depuis des décennies, le PAM apporte un soutien efficace à la protection sociale dirigée par les gouvernements, leur fournissant des conseils techniques afin qu'ils puissent concevoir et mettre en œuvre des mesures de protection sociale qui répondent aux besoins essentiels de la population et consolident sa capacité à résister aux chocs et aux facteurs de stress. En 2020, le PAM a contribué à renforcer les systèmes nationaux de protection sociale de 78 États et aidé les gouvernements de 65 d'entre eux à introduire de nouvelles mesures de protection sociale ou à élargir ou adapter les systèmes existants en réponse à la COVID-19.



La contribution du PAM à la protection sociale en 2020



■ Dans 78 états, le PAM a contribué au renforcement des systèmes de protection sociale

■ Dans 65 des 78 États, le PAM a aidé les gouvernements à introduire de nouvelles mesures de protection sociale ou à élargir ou adapter les systèmes existants en réponse à la COVID-19, en s'appuyant souvent sur des mesures de soutien à plus long terme des programmes de protection sociale habituels



La contribution du PAM à la protection sociale

Fondé sur une sélection de dix études de cas nationales, le présent rapport détaille comment le soutien à long terme que le PAM apporte aux gouvernements a permis de renforcer la couverture, l'exhaustivité, l'adéquation et la qualité de la protection sociale au cours d'une année de défis inédits en matière de développement.

Avec la mise en lumière d'activités menées en Amérique latine et dans les Caraïbes, en Afrique de l'Est, en Afrique de l'Ouest, en Afrique australe, au Moyen-Orient et en Asie, ce rapport présente cinq domaines d'intervention qui semblent mériter une attention particulière.

Renforcer les systèmes de protection sociale en contexte fragile



Une protection sociale inclusive qui ne laisse personne de côté



Une protection sociale réactive aux chocs



Renforcer l'impact de la protection sociale sur la sécurité alimentaire et la nutrition



Services de conseils et solutions numériques





Yaree khatartaada
infekshanka
coronavirus

Dhaq gacmahaaga

Waxaan gacmahaaga
dhaq gacmahaaga

WAXAAN GACMAHAAGA
DHAQ GACMAHAAGA



Yaree khatartaada
infekshanka
coronavirus

Dhaq gacmahaaga

Waxaan gacmahaaga
dhaq gacmahaaga





Renforcer les systèmes de protection sociale en contexte fragile

Deux composantes sont nécessaires à l'instauration d'un système national de protection sociale solide. Premièrement, un cadre doit structurer le secteur de la protection sociale dans son ensemble, par exemple les politiques, les stratégies ou les dispositifs institutionnels. Deuxièmement, les pays doivent se doter d'une gamme de programmes de qualité fournissant des prestations adéquates, conçus et mis en œuvre de manière à efficacement répondre aux besoins définis et parvenir aux objectifs fixés.

Les deux études de cas nationales ci-après font état du soutien du PAM à la mise en place de ces deux composantes des systèmes de protection sociale.

Une nouvelle politique de protection et de promotion sociales pour orienter les programmes d'assistance en Haïti

En juin 2020, le Gouvernement haïtien a officiellement adopté la Politique nationale de protection et de promotion sociales (PNPPS) après avoir reçu le soutien technique du PAM pendant trois ans.

Pour parvenir à ce résultat, l'organisation a fondé sa contribution sur le soutien technique initialement apporté à la base de données sur la vulnérabilité du gouvernement ainsi qu'à la mise en œuvre d'initiatives de protection sociale ayant commencé en 2013. Né de ces premières interventions, le système d'information du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (SIMAST) contient actuellement des données sur la vulnérabilité de 20 pour cent de la population haïtienne (soit 430 000 ménages).

En 2017, le Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST) a formé une sous-commission d'élaboration dont le principal objectif était de définir la PNPPS. Fort de son soutien établi aux activités gouvernementales dans le domaine des filets sociaux, le PAM a accepté d'aider la sous-commission. En son sein, il a joué un rôle de responsable technique dans le cadre de l'élaboration de la PNPPS et contribué à mettre en place la structure de gouvernance nationale de la protection sociale dans le pays. Le PAM a également rempli la fonction de secrétariat dans les comités clés portant sur le ciblage des bénéficiaires et auprès de groupes de travail sur les transferts monétaires. Il a en outre continué à

soutenir l'intégration de la base de données sur les bénéficiaires à un registre social national.

En plus de faciliter le processus de mise au point de la politique, le PAM a activement participé à la création d'une coalition de parties prenantes devant contribuer à des activités de renforcement des capacités et de plaidoyer en faveur de la PNPPS. Le Fonds monétaire international, l'Union européenne, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies, l'Organisation mondiale de la Santé/l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Organisation internationale du Travail (OIT), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la Banque mondiale et ONU-Femmes ont ainsi pu faire part de leur expertise.

Pendant la crise de la COVID-19, les efforts de plaidoyer menés par la coalition ont donné lieu à différents projets de financement (par la Banque interaméricaine de développement et la Banque mondiale) de transferts d'espèces d'urgence et d'activités de renforcement du SIMAST, y compris de l'élargissement de sa couverture géographique (de 20 à 25 pour cent de la population haïtienne). Le PAM a été désigné comme le partenaire de mise en œuvre principal.

L'élaboration de la PNPPS a rendu possible la création d'un programme national d'assistance sociale, le projet de protection sociale adaptative pour une





résilience accrue (PSARA). Le projet PSARA recevra un don de 75 millions de dollars É.-U. de la Banque mondiale et sera mis en œuvre de 2021 à 2027.

Le PAM est bien placé pour aider le Ministère des affaires sociales et du travail à concevoir et à déployer le filet social du projet PSARA, tout en renforçant les capacités du gouvernement à procéder à la mise en œuvre progressive et indépendante du programme.



Le PAM doit la réussite de son intervention en Haïti à différents facteurs:

1. Le PAM était présent et actif lorsque d'autres acteurs de la protection sociale étaient absents. L'organisation s'est notamment servie de Kore Lavi, un programme de lutte contre l'insécurité alimentaire (2013-2019) de l'USAID mis en œuvre par un consortium de trois organismes (le PAM, CARE et Action contre la Faim), comme point d'entrée afin d'investir dans la conception et le déploiement de filets sociaux tout en poursuivant l'accroissement et la consolidation des capacités techniques et analytiques nationales.
2. Le bureau de pays a établi une équipe de haut niveau composée de membres du personnel national et international expérimentés dans les domaines de la protection sociale, du renforcement des capacités, de l'économie et de l'élaboration de politiques. Cette équipe a été mise à la disposition du gouvernement en tant que ressource clé.
3. Le PAM a noué une collaboration solide avec des bailleurs de fonds et des partenaires gouvernementaux, créant notamment le groupe de coordination des parties prenantes de la protection sociale au début du processus d'élaboration de la politique.

Dans le cadre du programme de pays actuel, le PAM continuera à mettre l'accent sur l'appui à l'élaboration des politiques ainsi que sur le renforcement des capacités opérationnelles et des systèmes.

Au cours des années à venir, le bureau de pays continuera de soutenir l'expansion de la base de données nationale sur la vulnérabilité afin qu'elle couvre l'ensemble du pays ainsi que d'améliorer sa capacité de fonctionnement. Il contribuera de plus à renforcer les capacités des autorités locales à institutionnaliser la protection sociale et sa promotion en tant que point d'appui à la mise en œuvre nationale de la PNPPS.

Mise en place d'un programme national de protection sociale en Somalie

La Somalie est l'une des nations les plus fragiles au monde. Outre l'insurrection continue des Chabab, deux états séparatistes aspirent encore à l'indépendance et le jeune gouvernement peine à garder le contrôle du pays. C'est dans ce contexte que le PAM a joué un rôle de chef de file de la protection sociale, aidant le Gouvernement fédéral somalien à instaurer les conditions de mise en œuvre de la protection sociale et à définir une politique et des cadres opérationnels en la matière. En 2020, le PAM a été en mesure de soutenir des interventions face à la COVID-19, aux inondations et aux invasions de criquets pèlerins en s'appuyant sur les enseignements tirés de presque dix années de soutien aux Somaliens vulnérables par l'intermédiaire de transferts d'espèces.

Au cours de l'année écoulée, le PAM a étroitement collaboré avec la Banque mondiale et l'UNICEF afin d'aider le Ministère du travail et des affaires sociales à doter le système de protection sociale du pays d'un mécanisme de mise en œuvre. Ces efforts conjoints ont mené au lancement du premier programme national de réduction de la pauvreté fondé sur des transferts monétaires, le projet Baxnaano, qui offre un filet social adapté aux chocs en faveur du capital humain. Le lancement du projet Baxnaano est une grande réussite pour le Gouvernement et marque l'aboutissement d'années de travail au cours desquelles le PAM et l'UNICEF ont aidé les autorités nationales à élaborer un plan et un cadre de protection sociale pour la Somalie.

En 2020, le PAM s'est concentré sur nombre des aspects pratiques de la mise en œuvre des prestations sociales nationales. Il a ainsi contribué à la mise au point de mécanismes permettant d'enregistrer deux cent mille ménages (soit 1,2 million de personnes) et de leur apporter des aides. En coopérant étroitement avec de hauts fonctionnaires gouvernementaux au sein de l'unité de mise en œuvre du projet, le PAM a institué le projet Baxnaano pour le compte du Ministère dans le but de lui en transférer la gestion à terme. Les enseignements tirés de cette collaboration et le soutien du PAM en général faciliteront la définition des prochaines étapes de développement du système de protection sociale somalien.

Doté de l'expérience et des ressources nécessaires pour opérer à grande échelle dans ce pays fragile et politiquement instable, le PAM occupe une position unique qui lui a permis de soutenir le Gouvernement de la manière décrite.

En raison de la capacité de l'organisation à s'adapter et à trouver des solutions, le Gouvernement a pu gérer la difficulté à fournir une assistance sociale aux personnes vivant dans des zones où les services gouvernementaux sont limités.

Le PAM a également été en mesure d'aider le Gouvernement à procéder à l'expansion verticale et horizontale du projet Baxnaano alors que la population subissait le triple choc des inondations, de la COVID-19 et des invasions de criquets pèlerins en 2020. Le PAM et le Gouvernement somalien ont reçu un don de 40 millions de dollars É.-U. de la Banque mondiale en soutien aux efforts d'expansion du projet Baxnaano, ce qui a permis d'apporter une aide supplémentaire aux communautés touchées. L'objectif du PAM est que le filet social soit élargi en six mois à





100 000 ménages (soit 600 000 personnes) victimes des essaims de criquets pèlerins au sein de 45 districts. En partenariat étroit avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ainsi que le Gouvernement somalien, le PAM poursuit en outre des efforts complémentaires de maîtrise et de réduction de l'incidence des invasions de criquets pèlerins.

Dans le contexte de la COVID-19, le PAM a remplacé le système de paiement du projet Baxnaano par des transferts monétaires par téléphonie mobile afin que les bénéficiaires situés en zone isolée ou dépourvue d'établissements bancaires puissent recevoir l'argent fourni, ce qui a réduit les distances à parcourir ainsi que les risques liés au contact entre personnes. Cette modification a renforcé la capacité à élargir le programme en réponse aux besoins supplémentaires suscités par la pandémie, les inondations et les essaims de criquets pèlerins.

La consolidation des relations entre partenaires de la protection sociale et leur collaboration ont



joué un rôle fondamental non seulement dans la réussite du projet Baxnaano, mais aussi dans l'accomplissement de l'objectif à plus long terme de création d'un système national de protection sociale solide.

Le PAM et l'UNICEF ont aidé le Gouvernement à élaborer la politique de protection sociale de la Somalie (2019) ainsi que le plan de mise en œuvre de la protection sociale. De plus, le PAM, l'UNICEF et l'OIT ont coopéré afin de renforcer les capacités du gouvernement dans le cadre de son cheminement vers des programmes de protection sociale dirigés et mis en œuvre par les autorités nationales. Par leur collaboration, le PAM, l'UNICEF, l'OIT et la Banque mondiale ont multiplié les résultats qu'un seul organisme aurait pu obtenir en partenariat avec le Gouvernement.

Ensemble, les organisations tirent parti de leurs connaissances respectives pour rapidement doter la Somalie d'un système de protection sociale auparavant inexistant. Cette coopération s'est déjà révélée être d'une grande importance dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 et continuera de contribuer à la paix et à la stabilité dans les années à venir.







Une protection sociale inclusive qui ne laisse personne de côté

Ne laisser personne de côté implique de subvenir aux besoins des personnes aussi bien dans les contextes fragiles que dans les contextes stables. Tous les individus sont confrontés à des risques différents et ont des besoins qui varient selon leur âge et leur contexte de vie. Chacun est également soumis à diverses combinaisons de facteurs défavorables liés aux caractéristiques sociopolitiques, géographiques et économiques de sa situation.

Les personnes qui se trouvaient déjà dans un état de vulnérabilité ont figuré parmi les plus gravement touchées par la pandémie de COVID-19. Il s'agit notamment des migrants, des travailleurs du secteur économique informel et des habitants de zones urbaines vivant dans la pauvreté absolue, qui ne sont souvent pas inclus dans les systèmes de protection sociale.

Alors que ces groupes de population basculaient ou rebasculaient dans la faim en raison de la COVID-19, le PAM s'est associé aux gouvernements afin de renforcer la couverture et l'inclusivité des systèmes de protection sociale.

Étendre la protection sociale aux migrants vénézuéliens et à d'autres groupes touchés en Colombie

Il devient évident que les personnes en situation de migration sont parmi les plus durement touchées par la pandémie de COVID-19 lorsque l'on analyse la situation des migrants vénézuéliens en Colombie, en Équateur et au Pérou. Ces derniers sont de fait confrontés à une détérioration significative de leur sécurité alimentaire depuis le début de la pandémie.

Renforcer l'inclusivité des systèmes nationaux en incluant les migrants et d'autres groupes vulnérables dans des programmes de protection sociale constitue une façon durable de freiner la hausse de la pauvreté et de la faim au sein de ces ensembles de la population. Il s'agit précisément de ce que le Gouvernement colombien a commencé à faire en 2020 avec le soutien du PAM.

Dès le commencement de la crise de la COVID-19, le Gouvernement colombien et le PAM ont conjointement travaillé à la conception et au lancement d'un programme pilote de protection sociale réactive aux chocs novateur au sein de l'Arauca, département frontalier du Venezuela comportant une forte concentration de migrants.

Ce programme visait spécifiquement à compléter et à élargir le système national de protection sociale afin qu'il bénéficie à un nombre plus élevé

de migrants vénézuéliens et de communautés d'accueil colombiennes vivant dans une situation de pauvreté modérée ou extrême dans la région frontalière de l'Arauca.

Conjointement élaboré par le PAM, Prosperidad Social (la principale agence colombienne chargée de la protection sociale), l'Unité nationale de gestion des risques de catastrophe et le mécanisme national de haut niveau chargé de coordonner la réponse à la crise migratoire, le programme pilote a permis au PAM d'apporter rapidement une aide monétaire à plus de 46 000 nouveaux bénéficiaires. En outre, le PAM a fourni des assortiments de produits alimentaires à 25 000 individus auxquels il n'était pas possible ou approprié de transmettre des espèces, y compris des membres de communautés autochtones et des migrants en situation irrégulière.

Les personnes à cibler ont été définies au moyen de la base de données nationale SISBEN, qui répertorie tous les bénéficiaires potentiels de programmes de protection sociale. Afin de pleinement respecter les normes nationales, les programmes de transferts d'espèces d'urgence mis en place par le Gouvernement ont servi de modèle à la définition du montant des transferts du programme pilote.





En menant une collaboration étroite et efficace avec les institutions locales et nationales, le PAM a pu aider tous les bénéficiaires ciblés de manière à préserver leur sécurité alimentaire et nutritionnelle au cours d'une période de crise difficile exacerbée par la COVID-19. Analysé rétrospectivement, le programme pilote de protection sociale réactive aux chocs mis en œuvre au sein de l'Arauca fournit un excellent modèle efficace d'intervention de protection sociale collaborative, coordonnée et inclusive qu'il est possible d'intégrer à plus long terme au système de protection sociale existant. Ce programme a également ouvert la voie à de nouvelles possibilités de collaboration concernant les difficultés stratégiques, opérationnelles et techniques relatives au système.

Au moment de la rédaction du présent rapport, le PAM et le Gouvernement colombien documentent les activités menées et recensent les enseignements à en tirer qui contribueront à orienter de prochaines interventions de protection sociale, dans l'objectif de renforcer la solidarité, l'inclusivité et la réactivité face aux chocs des systèmes nationaux.

Pratiques émergentes de gestion de la COVID-19 sur le terrain en contexte d'intervention auprès de réfugiés

Dans le cadre d'un webinaire organisé par l'intermédiaire de socialprotection.org sur les pratiques émergentes relatives à la COVID-19 en contexte d'intervention auprès de réfugiés, le PAM et le Gouvernement colombien ont effectué une présentation conjointe sur les enseignements tirés du programme de protection sociale réactive aux chocs dans la région frontalière de l'Arauca.

Un enregistrement de la présentation et l'ensemble des documents utilisés sont disponibles ici:



Améliorer la couverture en renforçant la complémentarité au Kenya

Au Kenya, les résidents défavorisés des zones urbaines ont été parmi les plus durement touchés par la pandémie. Environ 56 pour cent de la population urbaine du Kenya vit dans des implantations sauvages, dont une grande partie dépend d'emplois informels journaliers. D'après l'appel d'urgence pour le Kenya, au moins 84 pour cent des habitants des implantations informelles de Nairobi ont perdu l'accès à une partie ou à la totalité de leurs sources de revenus en raison de la COVID-19.

En réponse à la hausse des besoins dans le pays, le Gouvernement a établi un filet social d'urgence pour soutenir les groupes de population les plus vulnérables, tout en assurant la continuité des programmes de protection sociale habituels. L'intervention d'urgence a initialement couvert les quatre comtés de Nairobi, Kwale, Kilifi et Mombasa avant d'être étendue à l'ensemble du pays. Le PAM a fourni du personnel technique au gouvernement afin de l'aider dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du filet social d'urgence ainsi que de programmes de protection sociale ordinaires.

Afin d'apporter un soutien supplémentaire aux efforts du gouvernement, le PAM a parallèlement déployé une intervention complémentaire de transferts d'espèces en zone urbaine. Celle-ci a ciblé 94 500 ménages résidant dans des implantations sauvages à Nairobi et à Mombasa, lesquels n'avaient pas été inclus dans le filet social d'urgence national.

Le PAM a aligné ses services d'assistance sur ceux du gouvernement, subvenant à la moitié des besoins alimentaires et nutritionnels mensuels d'une famille de quatre personnes. En outre, l'organisation a complété l'aide fournie par la distribution d'aliments enrichis dans des établissements de santé dirigés par les autorités locales, les bénéficiaires ciblés étant des personnes âgées, des enfants ainsi que des femmes enceintes ou allaitantes souffrant de malnutrition aiguë modérée.

En apportant un soutien continu au Ministère du travail et de la protection sociale agissant en tant que chef de file et coordinateur du secteur de la

protection sociale, le PAM a rendu possible la mise en œuvre d'une solide collaboration dans le cadre des interventions nationales dans ce domaine. La création du Registre Unique du gouvernement pour la protection sociale en 2015 a constitué l'un des éléments clés de ce soutien. Le PAM a contribué





à la conception du logiciel employé et a été le premier prestataire non gouvernemental à intégrer le registre unique à ses services, l'alimentant de données en provenance de ses programmes de transferts d'espèces. Au cours des années qui ont suivi, le PAM est resté un partenaire clé du Ministère

et a étroitement participé au renforcement ultérieur du registre.

Le registre unique s'est révélé être un outil précieux au cours de la lutte contre la COVID-19, particulièrement des trois points de vue suivants:

- Source de données probantes servant à orienter les décisions en matière de politique. Au moyen du registre unique, les décideurs et d'autres acteurs ont pu confronter le niveau de couverture et d'aide fourni par les programmes de protection sociale existants aux nouveaux besoins entraînés par la COVID-19. Cette analyse a permis la mise en œuvre d'une intervention plus éclairée.
- Expansion horizontale. La mise en relation du registre unique avec le registre de population kényan a permis au gouvernement, au PAM et à d'autres partenaires de s'assurer de l'identité des nouveaux bénéficiaires ainsi que de vérifier s'ils recevaient déjà des aides et de quel type.
- Expansion verticale. Grâce au registre unique, des acteurs internationaux et non gouvernementaux, tels que l'UNICEF et GiveDirectly, ont pu recenser les bénéficiaires de mécanismes de protection sociale ayant besoin d'assistance supplémentaire et effectuer des transferts d'espèces complémentaires en conséquence.

Le PAM continue d'aider le Ministère du travail et de la protection sociale à renforcer sa capacité à diriger et à coordonner le secteur. Au moment de la rédaction de ces lignes, le PAM apporte un soutien technique à l'élaboration du Registre Unique Amélioré. L'objectif de cette nouvelle version est de faciliter, de relier et de coordonner la mise en œuvre de l'assistance sociale et humanitaire, y compris en contexte d'intervention face à des chocs, en répertoriant des données démographiques et socioéconomiques fiables et mises à jour concernant les bénéficiaires actuels et potentiels de mécanismes de protection sociale.



Une protection sociale réactive aux chocs

À l'heure actuelle, renforcer la "réactivité aux chocs" de la protection sociale (c'est-à-dire sa capacité à faire face à des chocs naturels, économiques et politiques de grande ampleur) peut être jugé souhaitable par les acteurs humanitaires et de la protection sociale.

Fort de son expérience de longue date dans le domaine humanitaire et du soutien technique qu'il apporte dans les secteurs de la gestion des risques de catastrophe et de la protection sociale, le PAM demeure un partenaire privilégié lorsqu'il s'agit de réfléchir à la possibilité, au moment et à la manière de tirer parti des systèmes de protection sociale dans le cadre d'interventions d'urgence.

Les services d'assistance du PAM comprennent la conduite d'évaluations comparatives des avantages offerts par différentes solutions de réponse en contexte d'urgence, l'amélioration de la planification des interventions d'urgence en plus de la coordination de l'ensemble du secteur, la promotion de la prise de décisions en début de crise ainsi que le renforcement des liens entre les organes de gestion des risques de catastrophe et de protection sociale.

Les deux études de cas nationales ci-après illustrent la manière dont le soutien apporté par le PAM au renforcement de la réactivité aux chocs des systèmes de protection sociale pendant les années précédant la crise a permis aux gouvernements de lutter plus rapidement et plus efficacement contre la COVID-19 en 2020.





Une intervention de protection sociale coordonnée à Madagascar

Tout juste un mois après que le Gouvernement malgache a déclaré nécessaire d'instaurer un filet social temporaire en zone urbaine afin de soutenir les ménages vulnérables touchés par les mesures de confinement prises face à la COVID-19, la distribution d'une assistance financière dans le cadre de la nouvelle initiative d'assistance sociale intitulée "Tosika Fameno" a commencé. La vitesse record de mise en place de ce filet social est d'autant plus impressionnante compte tenu du fait qu'il s'est agi du premier programme de protection sociale en zone urbaine mis en œuvre par Madagascar.

L'intervention rapide a été rendue possible par les efforts collectifs de renforcement de la réactivité aux chocs du système de protection sociale malgache qui ont été menés en continu au cours des deux dernières années. En 2018, le Premier ministre a réuni ses partenaires avec le soutien technique du PAM afin d'étudier la capacité du système national de protection sociale à réagir face aux chocs. L'objectif de la rencontre était également d'élaborer une feuille de route concernant l'harmonisation des activités de diverses parties prenantes, y compris d'organes gouvernementaux, d'organismes des Nations Unies, d'institutions financières internationales et d'organisations non gouvernementales.

La feuille de route a démontré sa solidité lorsque le Ministère de la Population a coopéré avec le

PAM, l'UNICEF, la Banque mondiale et le Fonds d'Intervention pour le Développement à l'expansion réussie du système national de protection sociale en réponse à la sécheresse qui a frappé le sud du pays en 2019 et qui a fait basculer plus de 750 000 personnes dans un état d'insécurité alimentaire critique.

Largement adéquate, mise en œuvre en temps opportun et efficace du point de vue des coûts engendrés, l'intervention de protection sociale en réponse à la sécheresse a été considérée comme une réussite par l'ensemble des partenaires impliqués. Le PAM continue depuis de s'appuyer sur les enseignements tirés de cette expérience. Il aide également le Gouvernement à officiellement intégrer des mesures réactives aux chocs au système national de protection sociale au moyen de procédures opérationnelles et d'accords de coopération entre agences gouvernementales.

L'intervention menée par Madagascar pour lutte contre la COVID-19 constitue ainsi un exemple de coordination et de collaboration réussies des acteurs nationaux et internationaux. Moins d'une semaine après que le Gouvernement a déclaré nécessaire de déployer un filet de sécurité urbaine, le groupe de travail national sur les transferts monétaires a pu présenter une stratégie d'intervention de protection sociale unifiée. Destinée à faciliter la mise en œuvre de l'initiative





Tosika Fameno, cette stratégie a bénéficié du soutien technique du PAM, de l'UNICEF et de la Banque mondiale et a été conjointement validée par le gouvernement et ses partenaires.

La stratégie d'intervention unifiée du groupe de travail sur les transferts monétaires a ouvert la voie à une solide collaboration entre organismes en permettant le ciblage et l'enregistrement conjoints des bénéficiaires au moyen de la plateforme du gouvernement, le versement harmonisé des transferts monétaires ainsi que des activités communes de communication et de suivi concernant les services d'assistance fournis. Figurant parmi les organisations les plus expérimentées en matière de programmes de transferts d'espèces présentes à Madagascar, le PAM a apporté un soutien technique à l'ensemble du processus d'élaboration de la stratégie. Celle-ci est par ailleurs fondée sur une analyse détaillée de la vulnérabilité des ménages de la capitale, Antananarivo, effectuée par le PAM et le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes avant la crise.

Au cours de l'intervention, les organismes participants se sont réunis une fois par semaine au sein du groupe de travail sur les transferts monétaires, du sous-groupe de travail sur la communication et du groupe de bailleurs de fonds

afin de procéder à l'identification commune des difficultés et des lacunes propres à l'intervention ainsi que de planifier et de coordonner les activités de manière efficace. À ce jour, les efforts collectivement menés ont bénéficié à environ 335 000 ménages vulnérables situés en zone urbaine, parmi lesquels un total de 103 000 ont reçu l'aide du PAM.

L'intervention de protection sociale face à la COVID-19 a contribué au renforcement global du système de deux manières principales. D'une part, elle a établi les fondements d'une potentielle inclusion permanente des zones urbaines dans le système de protection sociale à l'avenir. D'autre part, elle a poursuivi le renforcement de la capacité à réagir face aux chocs du système de protection sociale, dans le but que le Gouvernement malgache et ses partenaires puissent intervenir plus rapidement et plus efficacement face à de futures situations d'urgence.

Au moment de la rédaction du présent rapport, le Gouvernement, le PAM et leurs partenaires étudient les possibilités de réitération de l'initiative Tosika Fameno déployée en réponse à la crise de la sécurité alimentaire induite par la sécheresse dans le sud du pays, qui a poussé de nombreuses personnes à quitter leur village pour des centres urbains situés le long de la côte.

Équiper la Mauritanie des systèmes et des outils nécessaires pour lutter contre la pandémie de COVID-19

La Mauritanie est confrontée à des sécheresses cycliques responsables d'une dégradation des ressources naturelles, ce qui a une incidence structurelle négative sur la résilience des ménages et engendre des pics d'insécurité alimentaire périodiques. En réponse à ce problème, le Gouvernement mauritanien a d'abord mis en place le programme d'assistance sociale Tekavoul en 2015 afin d'apporter un soutien régulier aux ménages les plus pauvres. Par l'intermédiaire du Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), il a ensuite adopté en 2017 le programme réactif aux chocs El Maouna, qui consiste en des transferts d'espèces saisonniers destinés à aider les ménages à faire face aux sécheresses et à d'autres chocs.

Depuis la création de ces programmes, le PAM s'est engagé sur plusieurs années à soutenir le système national de filets sociaux réactifs aux chocs établi ainsi qu'à conseiller le Gouvernement à son sujet et à renforcer la capacité des institutions nationales responsables de sa mise à en œuvre. Récemment, le PAM a aidé le CSA à élaborer des outils de réponse fondamentaux tels que des plans d'intervention d'urgence, des mécanismes de déclenchement d'interventions et des mesures de coordination et de prise de décisions. L'organisation a également participé à la conception d'un outil décisionnel prédictif fondé sur des données satellites visant à renforcer le système d'alerte précoce (SAP) national et pouvant contribuer à la planification et à la hiérarchisation efficaces des interventions en cas de crise. Les efforts entrepris se sont également concentrés sur l'amélioration des composantes réactives aux chocs du registre social national ainsi que la création d'une méthode régissant son emploi pour cibler les ménages bénéficiaires du programme El Maouna et le renforcement d'initiatives menées par d'autres partenaires en période de soudure.

Après plusieurs années d'assistance technique, les principaux éléments nécessaires à la mise à l'échelle des programmes de transferts d'espèces en cas de chocs sont désormais en place. Ces éléments permettent un déploiement à plus grande échelle rapide et efficace (en particulier face à des sécheresses) ainsi que la mise en œuvre

d'interventions alignées sur les programmes et complémentaires par d'autres acteurs. Il s'agit là de ce que le Gouvernement mauritanien a reconnu en mai 2020 lors de son annonce du plan national d'intervention destiné à lutter contre les conséquences sociales et économiques de la COVID-19. De fait, outre l'expansion verticale des transferts d'espèces fournis par l'intermédiaire du programme Tekavoul, le plan d'intervention prévoit la mise à l'échelle rapide des transferts monétaires saisonniers du programme El Maouna et de ceux effectués par le PAM et d'autres partenaires au moyen de mesures de réponse préalablement convenues.

En collaboration avec l'UNICEF, le PAM est parvenu en quelques semaines à quadrupler le nombre de bénéficiaires de transferts monétaires en période de soudure, conformément au plan d'intervention national du gouvernement face à la COVID-19.

Les transferts ont en partie été effectués dans le cadre du programme El Maouna, ce qui a fourni au gouvernement un moyen précédemment





inimaginable d'apporter une aide rapide à des citoyens vulnérables. Cet important déploiement à plus grande échelle des transferts d'espèces saisonniers a reposé sur l'emploi des outils de ciblage et des mécanismes de mise en œuvre préétablis, fournissant la preuve de leur fiabilité en situation réelle. L'élargissement des transferts monétaires a permis une réduction efficace de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans les zones couvertes.

Le PAM soutient également l'élaboration d'une stratégie nationale de financement des risques visant à améliorer la mobilisation des ressources, ainsi que la transparence et l'efficacité de l'utilisation des fonds – une composante clé du mécanisme réactif aux chocs. Sur le plan opérationnel, le PAM a aidé le Gouvernement à gérer l'assurance souveraine des risques, en facilitant notamment la souscription à une assurance contre la sécheresse pour 2019 et 2020 auprès de la Mutuelle

panafricaine de gestion des risques de l'Union africaine. La police d'assurance a fourni un niveau de sécurité supplémentaire en vue d'assurer une protection contre les impacts majeurs des sécheresses qui auraient pu survenir dans le cadre de la situation déjà précaire engendrée par la pandémie de COVID-19.

Tout au long de sa contribution en faveur du renforcement du système de protection sociale, le PAM a travaillé en étroite collaboration avec la Banque mondiale à l'élaboration d'interventions supplémentaires qui se complètent mutuellement. De cette coopération – matérialisée par un accord national ainsi que des documents officiels de planification nationale engageant les deux organisations – sont nés des programmes intégrés de renforcement des capacités et des efforts de plaidoyer et de coordination. Ce partenariat a grandement contribué à faire progresser le programme de protection sociale adaptative entre les différents acteurs gouvernementaux.



Notre sélection de publications récentes incontournables sur la protection sociale à l'appui de la gestion des risques

10 Things You Wish You'd Always Known About Shock-Responsive Social Protection

Tout un chacun espère que la protection sociale réactive aux chocs se traduira par de meilleurs résultats pour les personnes touchées par des crises, et qu'elle leur permettra d'économiser

temps et énergie. Mais en quoi consiste cette idée miraculeuse ? Cette approche, qui ne s'est vue dotée d'une dénomination officielle que récemment (bien qu'appliquée depuis longtemps), peut-elle permettre d'atteindre l'ensemble des résultats escomptés ? La "mise à l'échelle flexible à grande échelle" d'un programme de protection sociale, déclenchée par une situation d'urgence, constitue-t-elle la norme à suivre, ou doit-on prendre en compte d'autres paramètres ? En s'inspirant d'exemples concrets récents, le PAM a publié la note d'information *10 Things You Wish You'd Always Known About Shock-Responsive Social Protection* dans l'optique d'aborder un certain nombre de questions et d'aspects qui s'avèrent particulièrement complexes et problématiques pour les acteurs humanitaires et de la protection sociale.

Why Does Food Security and Nutrition Matter in Social Protection Responses to Systemic Shocks in the Southern African Region?

Ces vingt dernières années ont vu l'émergence d'une multitude de modalités par lesquelles les systèmes de protection sociale peuvent promouvoir la sécurité alimentaire et la nutrition

en Afrique australe. La pandémie de COVID-19 a mis en avant l'importance de ces systèmes, tout en permettant d'identifier les types de crises nécessitant une protection sociale plus réactive et plus efficace. Le PAM, en collaboration avec l'Economic Policy Research Institute (EPRI), a pris part à des travaux de recherche visant à faire la lumière sur la capacité des mécanismes de protection sociale à harmoniser et intégrer des initiatives multisectorielles de promotion de la sécurité alimentaire et de la nutrition, tout en renforçant la résilience des populations.

What Factors Would Enable Social Protection Systems to be More Responsive to Shocks?

En 2020, le PAM et Oxford Policy Management ont uni leurs forces pour mettre en œuvre un programme de recherche régional sur la protection sociale réactive aux chocs dans la

région des Caraïbes. L'étude fait état d'un large éventail d'expériences et de bonnes pratiques, à la fois inventives et créatives, dans l'optique de mieux aider les personnes affectées par les chocs. Elle souligne que même les programmes et systèmes de protection sociale encore en phase de développement peuvent être mis à contribution pour sauver la vie des populations et préserver leurs moyens de subsistance en cas de crise. Elle met également en évidence les investissements et efforts croissants déployés pour s'assurer que le système de protection sociale remplit ses fonctions fondamentales et est mieux à même de faire face à des chocs de grande envergure en s'inscrivant dans le cadre de mesures d'intervention globales.

Elle comprend en outre six études de cas menées au Belize, en Dominique, au Guyana, en Jamaïque, à Sainte-Lucie et à Trinité-et-Tobago, deux études de cas centrées sur les interventions de lutte contre la COVID-19 à Aruba et à Sint Maarten, une analyse documentaire régionale portant sur les systèmes de protection sociale et de gestion des risques de catastrophe, et un rapport de synthèse exhaustif.

Protection sociale et changement climatique

Les effets des changements climatiques étant de nature incertaine, la protection sociale constitue une forme essentielle d'investissement sans externalités négatives, qui permet de soutenir la lutte contre la pauvreté tout en tenant compte de la vulnérabilité face aux changements climatiques. Le PAM peut alors s'engager dans la fourniture d'une assistance technique et d'un soutien politique, ainsi que faciliter le dialogue entre les différentes institutions et partenaires afin d'appuyer des programmes de protection sociale plus adaptés aux changements climatiques.







Renforcer l'impact de la protection sociale sur la sécurité alimentaire et la nutrition

Le chômage, les pressions exercées sur la chaîne d'approvisionnement, la baisse de l'accessibilité financière, les restrictions de circulation, l'accès restreint aux services de santé essentiels et les changements d'habitudes alimentaires induits par la COVID-19 sont autant de facteurs qui ont affecté la capacité d'un grand nombre de personnes à accéder à des régimes alimentaires sains et nutritifs en 2020.

Fort d'une solide expérience dans la consolidation des programmes de protection sociale au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, le PAM a aidé les gouvernements à combattre, atténuer et prévenir les impacts négatifs de la pandémie de COVID-19 sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition de la population.

En ce qui concerne la nutrition, l'assistance apportée par le PAM en 2020 comprenait, d'une part, une aide analytique pour mieux comprendre les facteurs influant sur l'accès des populations à des aliments sains et nutritifs et leur consommation, dans le cadre de la pandémie, et, d'autre part, l'apport de conseils techniques en vue d'adapter les mesures de protection sociale existantes ou d'en formuler de nouvelles afin de répondre à ces défis.

Surmonter les obstacles à la sécurité alimentaire et la nutrition dans les interventions de protection sociale en réponse à la COVID-19

Dans le cadre de la Conférence en ligne "Transformer la crise de la COVID-19 en opportunité: à quoi ressemblera l'avenir de la protection sociale ?" diffusée sur le site socialprotection.org, le PAM a réuni quelques-uns des principaux acteurs mondiaux des secteurs de la protection sociale, de la sécurité

alimentaire et de la nutrition afin de répondre à la question suivante: **pourquoi et comment** les gouvernements et les populations doivent-ils et peuvent-ils surmonter les obstacles qui empêchent les systèmes de protection sociale de soutenir durablement les individus et les sociétés dans leur ensemble.



"Surtout, [la pandémie] a montré que si l'on ne place pas la sécurité alimentaire et la nutrition au cœur des régimes de protection sociale, l'objectif poursuivi, à savoir mettre fin durablement aux privations et à la vulnérabilité, sera voué à l'échec. Nous devons faire en sorte que les systèmes de protection sociale favorisent la sécurité alimentaire et la nutrition alors que nous encourageons les synergies entre les secteurs, les politiques et les programmes afin de développer le capital humain et de susciter un changement notable bénéficiant à nos sociétés dans leur ensemble."

Sa Majesté le roi Letsie III du Royaume du Lesotho

Défenseur de la nutrition en Afrique auprès de l'Assemblée des Chefs d'État africains
Ambassadeur spécial pour la nutrition de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Défenseur du Projet pour le capital humain de la Banque mondiale

"Pendant cette pandémie, j'ai indéniablement pu constater l'importance capitale de la protection sociale en tant qu'outil de gestion de la sécurité alimentaire en situation de crise. Cet axe stratégique reste [toutefois] négligé dans le contexte de la sécurité alimentaire, des systèmes alimentaires et de la nutrition. Je suis fermement convaincue que nous devons reconnaître son potentiel, l'institutionnaliser et l'utiliser pour mener des interventions à grande échelle – car c'est un outil potentiellement très puissant dans la quête d'une reconstruction en mieux."



Dr^e Sania Nishtar

Assistante spéciale du Premier ministre pakistanais, et ministre fédérale pour la protection sociale



"L'investissement dans la protection sociale et la nutrition est un investissement pour l'avenir. Nous devons cesser d'envisager les programmes et les projets comme ayant un début et une fin, et songer à un changement à long terme des systèmes législatifs et réglementaires. À cette fin, nous appelons de nos vœux une nouvelle collaboration en vertu de laquelle les partenaires acceptent de laisser leurs titres et leurs égos de côté."

Mme Gerda Verburg

Assistante spéciale du Sous-Secrétaire général des Nations Unies et coordinatrice du Mouvement SUN

"Une stratégie de protection sociale adéquate doit reconnaître le caractère essentiel de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans l'instauration d'une société prospère en mesure de nourrir l'ensemble de sa population, en ne laissant personne de côté, et pour laquelle la nutrition est le socle même de cette prospérité sur la durée."

Dr^r Michael Samson

Directeur de recherche auprès de l'Economic Policy Research Institute (EPRI)





Alimentaire
Mondial

irtel Money

RAGE
ERES

Visionnez l'événement

Un blog vidéo présentant quelques-uns
des moments clés de l'événement



socialprotection.org

Insight

sous l'égide du Programme
Alimentaire Mondial

Préserver la sécurité alimentaire et la nutrition en temps de crise en République dominicaine

Le PAM collabore depuis de nombreuses années avec le Gouvernement de la République dominicaine au renforcement de l'impact nutritionnel de la protection sociale. Lorsque, en 2009, le Gouvernement a lancé une réforme du secteur de la protection sociale, le PAM a fourni des orientations stratégiques visant l'intégration d'une composante relative à la nutrition dans le programme phare de protection sociale du pays, "Progresando con Solidaridad" (PROSOLI). Cette composante de nutrition incluait l'appui à la croissance des enfants de 6 à 59 mois des ménages bénéficiaires, par la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés, de poudres de micronutriments, et de soins préventifs dispensés par des cliniques de soins primaires.

En 2020, compte tenu de la pandémie de COVID-19, on prévoyait que l'insécurité alimentaire allait augmenter pour atteindre 10 pour cent de la population contre 1 pour cent auparavant. La fourniture continue d'aliments nutritifs spécialisés est alors devenue l'une des principales stratégies du Gouvernement pour garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle des bénéficiaires existants du système de protection sociale et des personnes touchées par une baisse de leur revenu au cours de la pandémie.

La stratégie déployée par le Gouvernement comportait deux volets: la hausse de la quantité d'aliments nutritifs reçus par les bénéficiaires existants du PROSOLI et l'inclusion simultanée de nouveaux bénéficiaires dans le programme. Cependant, étant donné que les confinements et les mesures de distanciation physique limitaient l'accès aux cliniques de soins primaires, sollicitées par les bénéficiaires pour s'approvisionner en aliments nutritifs spécialisés, le Gouvernement et le PAM ont dû rapidement trouver un moyen d'assurer le continuum de la composante relative à la nutrition en dehors des cliniques.

Un nouveau mécanisme a ainsi été introduit, lequel permettait de distribuer des aliments nutritifs spécialisés directement aux ménages par l'intermédiaire d'organisations de la société civile. Grâce à cette approche innovante, plus de 105 000 personnes vulnérables sur le plan nutritionnel, y compris les enfants de moins de 5 ans, les personnes âgées, les femmes enceintes et allaitantes, ainsi que les personnes vivant avec le VIH, ont pu recevoir des aliments complémentaires enrichis et des poudres de micronutriments afin de maintenir un état nutritionnel satisfaisant pendant le confinement.



Nouer des partenariats pour renforcer la santé et la nutrition en milieu scolaire à l'ère de la COVID-19



La fermeture des écoles imposée par la pandémie de COVID-19 a menacé l'avenir de millions d'enfants à travers le monde, compromettant non seulement leur capacité à apprendre, mais également leur accès à une alimentation nutritive et à des systèmes de soutien en matière de santé. En mai 2020, près de 1,3 milliard d'enfants étaient privés d'école. Parmi eux, 370 millions n'ont pas pu bénéficier des repas scolaires. Pour de nombreux enfants vivant dans les pays les plus pauvres, ce sont les seuls repas sur lesquels ils peuvent compter. Face à cette crise mondiale, le PAM et l'UNICEF s'attellent ensemble au suivi de la cohorte d'écoliers en question, au moyen d'une **carte en ligne**, et aident les gouvernements nationaux à trouver des solutions pour les soutenir pendant la pandémie.



Pour pallier les fermetures d'écoles, le PAM fournit directement – ou par l'intermédiaire des gouvernements qu'il accompagne – des rations à emporter, des coupons ou des transferts monétaires, en lieu et place des repas scolaires, aux enfants de 57 pays.



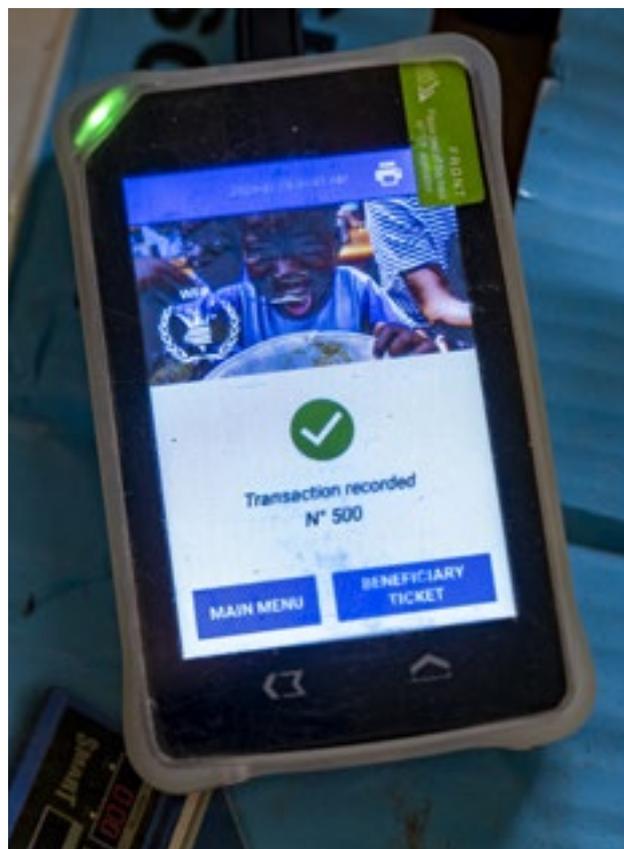
En savoir plus sur les efforts du PAM pour renforcer la santé et la nutrition en milieu scolaire à l'ère de la COVID-19



Utiliser la chaîne de blocs pour améliorer le suivi et la promotion des régimes alimentaires nutritifs au Bangladesh

En 2020, le PAM a poursuivi son partenariat de longue date avec le Gouvernement bangladais en mettant en œuvre des initiatives de renforcement des capacités, en prenant part à un dialogue stratégique et à des activités de plaidoyer, en produisant des données probantes et en élaborant des approches innovantes en matière d'intervention en cas de catastrophe. Ces dernières années, le PAM s'est montré particulièrement efficace pour aider le Gouvernement à réformer différents programmes de filets sociaux en s'appuyant sur les données probantes générées par des initiatives pilotes déployées à petite échelle dans un premier temps, puis à plus grande échelle, avec l'appui de ressources gouvernementales.

Dans le cadre de ses efforts de soutien visant à contenir les répercussions de la pandémie de COVID-19, le PAM a entamé un programme pilote de filets sociaux en milieu urbain sensible à la question de la nutrition dans deux quartiers à faible revenu de Dhaka. Ce programme a été conçu de façon à tirer parti de la technologie de chaîne de blocs, dans le cadre du projet "Building Blocks", qui avait été utilisée pour l'opération humanitaire menée à Cox's Bazar. Il s'inscrit dans le cadre d'activités de communication en faveur de changements sociaux et comportementaux, et s'accompagne d'incitations en espèces afin de promouvoir la diversité alimentaire.





Ce programme inédit et innovant – mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de la protection sociale, le Ministère des femmes et des enfants, la corporation de la ville de Dhaka Nord et le Comité du Bangladesh pour le progrès rural (BRAC) – met à l'essai de nouveaux moyens d'encourager les bénéficiaires de programmes gouvernementaux de filets sociaux à utiliser leur assistance monétaire pour acheter des aliments nutritifs, au moyen d'une composante de "remises en espèces"; l'initiative bénéficie par ailleurs de l'aval de l'Accélérateur d'innovation du PAM.

Grâce à des dispositifs fondés sur des incitations, les bénéficiaires sont orientés quant à l'utilisation des fonds reçus afin de privilégier la consommation de produits alimentaires sains. Les bénéficiaires achetant des aliments nutritifs parmi au moins cinq groupes d'aliments différents recevront un complément équivalant à 25 pour cent du montant dépensé lors du prochain transfert en espèces sans condition, en vue de les inciter à adopter un régime alimentaire diversifié.

Pour garantir la réussite de ce programme, le PAM coopère avec des commerçants locaux afin de veiller à un approvisionnement stable en légumes et autres aliments nutritifs dans les magasins des quartiers ciblés.

Le programme s'articule également autour d'une communication favorisant les changements sociaux et comportementaux afin de promouvoir la diversité des apports alimentaires. Il est en outre mis en œuvre au moyen d'une application connectée à la chaîne de blocs du PAM, alimentée par Building Blocks. Building Blocks a été déployé dans le cadre de ce programme en novembre 2020, en vue d'améliorer le ciblage et le suivi des bénéficiaires, d'analyser les habitudes d'achat, et de permettre une analyse approfondie des données relatives aux remises en espèces.

En outre, le PAM a encouragé le recours à des systèmes de paiement sans espèces, tels que le service financier mobile "bKash", afin de remplacer les paiements physiques en espèces et ainsi minimiser les contacts entre les personnes.

Services de conseils et solutions numériques

Derrière la majorité des programmes d'assistance sociale réside une architecture numérique facilitant leur mise en œuvre. Ces technologies de l'information soutiennent les systèmes de gestion des bénéficiaires, les plateformes de paiement en espèces, les services d'assurance ainsi que la collecte et l'analyse de données portant sur des situations concrètes. La modernisation de ces systèmes s'est avérée essentielle pour les gouvernements au cours des changements soudains observés en matière de circulation et d'accès aux services, provoqués par la pandémie.

Le PAM continue d'élaborer des processus et des outils numériques de pointe pour garantir une gestion des programmes humanitaires encore plus efficace. Fort de ce savoir-faire, le PAM peut aider les gouvernements à comprendre, à définir et à formuler leurs exigences à l'égard des programmes, à partir desquelles des solutions numériques peuvent être élaborées.

Lorsque cela s'avère approprié, les systèmes du PAM sont également proposés aux gouvernements sous forme de services permettant de renforcer les activités des programmes nationaux. Ces services constituent désormais des outils essentiels permettant aux acteurs des programmes nationaux de protection sociale de poursuivre leurs activités et d'atteindre les ménages vulnérables dans les circonstances les plus difficiles.

Les deux études de cas ci-après présentent différentes modalités privilégiées par le PAM pour soutenir les systèmes gouvernementaux de prestation de services.





Wag-ewail sa bhi...
0217-258-0305 (GloPe) o 024...
Reklamo sa tnloug o b...
MEI



Moderniser les systèmes de prestation de services en Jordanie afin d'atteindre de nouveaux bénéficiaires au moyen des technologies digitales

Tout au long de l'année 2020, l'épidémie de COVID-19 en Jordanie est généralement restée sous contrôle et la sécurité alimentaire au sein des ménages vulnérables du pays est demeurée globalement stable. Le Gouvernement jordanien a été en mesure d'atténuer les impacts potentiels de la pandémie sur la sécurité alimentaire en distribuant des aliments et autres biens essentiels aux ménages et en empêchant une inflation des prix des denrées alimentaires au moyen de mécanismes de suivi et de contrôles rigoureux.

Parmi les mesures de riposte menées par le Gouvernement, le Fonds national d'assistance (NAF), le plus grand et plus important organisme d'assistance sociale et de réduction de la pauvreté de Jordanie, a élargi la couverture de son programme de filet social "Takaful". Grâce à cette mesure, des transferts monétaires d'urgence ont pu être octroyés (au moyen d'un portefeuille mobile) à 250 000 travailleurs journaliers et travailleurs informels supplémentaires qui ont été fortement touchés par l'épidémie de COVID-19 et ses répercussions économiques.

L'intervention du PAM s'est traduite par une assistance technique et un financement opérationnel qui ont permis au NAF de s'étendre rapidement afin d'atteindre ces nouveaux

bénéficiaires. L'appui technique du PAM a porté en particulier sur l'accès aux services digitaux, lesquels ont facilité l'expansion du NAF dans un contexte marqué par une forte restriction des déplacements intérieurs et une incapacité à atteindre les bénéficiaires en personne.

Un soutien spécifique a été fourni, à savoir:

- a. La promotion de l'inclusion financière des nouveaux bénéficiaires par l'organisation de rencontres virtuelles visant à les informer sur la façon de s'inscrire et d'activer à distance des portefeuilles mobiles; et
- b. Un appui en cours d'emploi à destination des employés du NAF pour la conception et la mise en œuvre de nouvelles procédures de plainte et de réparation, comprenant un mécanisme de recours en ligne, ainsi qu'une formation pour le personnel du service d'assistance de l'organisme.

Au cours de l'intervention de lutte contre la COVID-19, l'assistance technique de longue durée du PAM a également franchi une étape importante avec l'intégration de la base de données du NAF dans les bases de données des portefeuilles électroniques de la Banque centrale de Jordanie et de l'organisme jordanien en charge des paiements et des





compensations. Grâce à cette nouvelle fonctionnalité, le NAF est en mesure de vérifier le statut des portefeuilles électroniques et dispose d'un moyen plus rapide d'enregistrer les nouveaux bénéficiaires, éliminant les erreurs liées à l'intervention manuelle. L'intégration de multiples prestataires de services de paiement constitue la prochaine étape.

L'intervention de lutte contre la COVID-19 a également été rendue possible par un accord élaboré en étroite collaboration avec la Banque mondiale et qui visait à soutenir conjointement le NAF. La Banque mondiale a versé des fonds de façon à aider le NAF à financer l'assistance d'urgence. Le PAM, quant à lui, a apporté un appui au renforcement des capacités techniques et opérationnelles qui a permis au NAF de concevoir et mettre en œuvre l'intervention prévue.

Ces réalisations reposaient sur un partenariat solide entre le PAM et le NAF qui datait d'avant la pandémie de COVID-19. Le PAM fournissait déjà un appui technique au NAF autour, notamment, des pôles suivants: un exercice de validation à grande échelle des bénéficiaires existants du Fonds, l'amélioration de l'enregistrement des paiements digitaux et des systèmes associés, le renforcement

des mécanismes de plainte et de réparation, et une aide continue à la rémunération du personnel.

Fort de son expérience dans la gestion de programmes d'assistance monétaire digitaux à grande échelle en Jordanie, le PAM disposait de capacités uniques lui ayant permis de conclure un partenariat avec le NAF dans le cadre de la riposte contre la COVID-19. Grâce aux systèmes et au savoir-faire du bureau de pays qui ont évolué tout au long des interventions menées face à la crise des réfugiés syriens au cours des dix dernières années, le PAM est en mesure de démontrer ce qu'un programme moderne de filets sociaux digital pourrait offrir au Gouvernement national, et de mettre son expérience au profit du NAF en apportant une valeur ajoutée sur le long terme.

Le PAM s'est déjà engagé à continuer de soutenir plusieurs programmes du NAF au-delà de l'intervention d'urgence de gestion de la COVID-19. En 2021, les exercices virtuels de collecte de données (pour 130 000 familles) et les séances d'information virtuelles pour les bénéficiaires nouvellement inscrits (230 000 familles) se poursuivront, tout comme l'appui aux processus de suivi et d'évaluation.

Déployer les outils digitaux du PAM au service du secteur de l'assistance sociale publique aux Philippines

Pour aider à atténuer les chocs économiques provoqués par la COVID-19, le Gouvernement philippin a fourni une assistance financière aux travailleurs journaliers et aux travailleurs du secteur économique informel au moyen du Programme d'amélioration des conditions sociales (SAP). Dans le cadre de son engagement à aider le Gouvernement à assurer la sécurité alimentaire de la population pendant la pandémie, le PAM a adapté son assistance technique de sorte que les pouvoirs publics continuent à répondre aux besoins de ces groupes vulnérables tout en respectant les mesures de quarantaine en place.

À cette fin, le PAM a fourni des services de conseils et de solutions digitaux au Gouvernement afin de garantir la continuité de trois des volets de la programmation nationale en matière de protection sociale:

1. [évaluations de la vulnérabilité des ménages et de la sécurité alimentaire;](#)
2. [suivi du SAP; et](#)
3. [enregistrement et distribution des aides monétaires dans des lieux où les prestataires de services financiers n'ont pas été en mesure d'assurer leurs activités en raison des restrictions liées au confinement.](#)

Pour aider le Gouvernement à recueillir des informations relatives à l'incidence de la COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des Philippines soumis aux mesures de quarantaine, le PAM a déployé l'outil mVAM. Ce projet de système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité fondé sur la technologie mobile vise à assurer à distance le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition des ménages en vue d'éclairer la prise de décisions. Au moyen d'enquêtes téléphoniques, mVAM a permis au Gouvernement de mesurer les niveaux de nutrition et de sécurité alimentaire dans le Grand Manille, la région ayant enregistré le plus grand nombre de cas confirmés de COVID-19, et dans la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane, l'une des régions présentant les taux de pauvreté parmi les plus élevés du pays. MoDa (Mobile Operational Data Acquisition), le nouvel outil institutionnel du PAM, a fourni une plateforme accessible pour collecter les données.

Parallèlement, pour assurer le suivi des résultats et des processus du SAP, le PAM a aidé le Ministère des affaires sociales et du développement à élaborer des indicateurs au niveau des résultats et a en outre mis à disposition sa boîte à outils de suivi et d'évaluation à distance pour assurer le suivi des performances du programme.





La majorité des prestataires de services n'étant pas en mesure d'exercer leurs activités comme à l'accoutumée en raison des restrictions de quarantaine, le Ministère des services sociaux et du développement de la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane a demandé un soutien auprès du PAM pour la distribution d'une assistance financière aux ménages touchés par la COVID-19, dans le cadre du SAP. Pour satisfaire cette demande, le PAM a mis à disposition une version personnalisée de sa plateforme digitale pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts (SCOPE), qui a permis au Ministère des services sociaux et du développement de la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane de collecter, contrôler et gérer ses propres données. L'outil technique SCOPE était facilement accessible, ne nécessitait l'achat d'aucun équipement pour être opérationnel (les agents recenseurs des ministères régionaux étant en mesure d'utiliser leurs propres smartphones) et le Gouvernement avait déjà été témoin de déploiements antérieurs de cette plateforme dans

le cadre d'interventions d'urgence, notamment la bataille de Marawi (2017), le typhon Ompong (2018) et l'éruption du volcan Taal (2020). En mai 2020, le Ministère des affaires sociales et du développement de la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane avait achevé la distribution d'une assistance financière auprès de 353 000 ménages.

Au-delà de la riposte à la COVID-19, l'appui fourni par le PAM sert deux objectifs à long terme:

1. les données probantes et la connaissance des vulnérabilités auxquelles fait face la population philippine ainsi que les performances du SAP doivent pouvoir être utilisées pour éclairer les futurs programmes de protection sociale; et
2. le soutien à la création et à l'utilisation de solutions digitales doit pouvoir favoriser le développement d'un écosystème digital solide afin de faciliter l'extension de la protection sociale dans le pays.

Perspectives à l'horizon 2030

En qualité de signataire du Partenariat mondial pour une protection sociale universelle en vue d'atteindre les objectifs de développement durable, le PAM s'engage à travailler avec les gouvernements et ses partenaires à l'extension de la protection sociale dans le monde, en vue d'atteindre la protection sociale universelle d'ici à 2030. Cet objectif est essentiel, non seulement pour répondre dès maintenant aux besoins des populations en situation de vulnérabilité, mais également pour renforcer la résilience des sociétés de sorte que les pays puissent maintenir leurs trajectoires de développement pour 2030 face à une convergence des risques.

En 2021, le PAM lancera une nouvelle stratégie de protection sociale ambitieuse, présentant ses actions visant à garantir que, d'ici à 2030, toutes les personnes disposeront d'un accès considérablement élargi à des systèmes nationaux de protection sociale qui préserveront et favoriseront leur capacité à subvenir à leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition ainsi qu'à leurs besoins essentiels connexes, et qui leur permettront de gérer les risques et les chocs auxquels elles seront exposées.

3



Le PAM soutiendra les gouvernements et d'autres acteurs nationaux, ses partenaires et les populations touchées dans la mise en œuvre de mesures de protection sociale visant à garantir un niveau de vie décent sur la durée, y compris le droit d'accès à une alimentation suffisante, nutritive et sûre tout au long de leur vie, en ne laissant personne de côté.

Pour ce faire, le PAM s'appuiera sur son expertise afin d'aider les pays à renforcer la couverture, l'exhaustivité, l'adéquation et la qualité de leurs systèmes et programmes de protection sociale.



Acronymes

CSA	Commissariat à la sécurité alimentaire
MoDa	Outil d'acquisition de données opérationnelles par voie mobile
mVAM	système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité fondé sur la téléphonie mobile
NAF	Fonds national d'assistance
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la Santé
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNPPS	Politique nationale de protection et de promotion sociales
PROSOLI	Progresando con Solidaridad
PSARA	Protection sociale adaptative pour une résilience accrue
SAP	Programme d'amélioration des conditions sociales
SIMAST	Système d'information du Ministère des affaires sociales et du travail
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Photographies

PAM/Photolibrary, PAM/ Sayed Asif Mahmud, PAM/Tsiory Andriantsoarana, PAM/Brunel Ouangraoua, PAM/Alice Rahmoun, PAM/Alexis Masciarelli, PAM/Antoine Vallas, PAM/Ismail Taxta, PAM/Zuha Akkash, WFP/Angelo Mendoza, PAM/Lorena Peña, PAM/Evan Sheldon, PAM/Alessandro Abbonizio, PAM/Nalifa Mehelin, PAM/Mehedi Rahman, PAM/Mohammad Batah, PAM/Rene Pabilona, PAM/Marcelle Rodriguez, PAM/Reginald Louissaint Jr.



SAVING
LIVES
CHANGING
LIVES

WFP

Programme Alimentaire Mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70, 00148 Rome, Italie

Tél.: +39 06 65131

wfp.org | socialprotection@wfp.org

wfp.org/social-protection-and-safety-nets



ISBN 978-92-95050-09-9

